



Décision individuelle N° 2021-171

Pétitionnaire : Société du Canal de Provence et d'aménagement de la région provençale
Adresse : Le Tholonet CS 70064 13182 AIX EN PROVENCE Cedex 5
Nature de la demande : *atteinte, prélèvement et emport de minéraux en-dehors du cœur du Parc national*
Intitulé du projet : Campagne du Réseau national de Mesures de la Qualité des Sols
Localisation : Clot des Nières, parcelle n°34 section B commune de Saint-Etienne-de-Tinée

La Directrice de l'Établissement public du parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment l'article L.331-4-1,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 16,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 2 et 34 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande formulée le 30 avril 2021 par Monsieur LACASSIN Jean-Claude, chef de projet au sein de la Société du Canal de Provence,

Considérant que la demande porte sur la seconde campagne du Réseau de Mesures de la Qualité des Sols déployé et déployé à l'échelle nationale par l'Unité Infosol de l'INRAE Val de Loire, lequel a pour objectif de caractériser l'état des sols à l'échelle du territoire et de suivre leur évolution au cours du temps,

Considérant à ce titre, que la demande contribue à faire du cœur du parc « un espace de référence scientifique » tel que défini dans les principes fondamentaux arrêtés en 2007 et qu'elle participe à la réalisation des missions de l'Établissement public,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du pétitionnaire – Nature de la demande

La Société du Canal de Provence et d'aménagement de la région provençale, ci-après désignée « le bénéficiaire », est autorisée

- à porter atteinte aux sols ainsi qu'à prélever, détenir, transporter et le cas échéant, emporter en dehors du cœur de parc national, de échantillons de sols dans le cadre de la seconde campagne du RMQS,
- à réaliser des prises de vues dans le cadre de cette activité professionnelle, menée dans le cœur du Parc national du Mercantour

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- *Identité des personnes intervenant pour le compte du bénéficiaire*

2.1. Les personnes intervenant pour le compte du bénéficiaire et autorisées par la présente à réaliser les prélèvements sont les suivantes :

- J-C LACASSIN Chef de projet
- L ESCOFFIER Technicien agropédologue
- P JERBILLET Préleveur- logisticien
- T GARCIN Topographe

- *Prescriptions relatives aux échantillons et méthodes de prélèvement*

2.2. Les prélèvements de sols sont autorisés à hauteur de 5 volumes de 8 kg maximum chacun.

2.3. Ces prélèvements seront réalisés

- à la tarière manuelle pour 4 échantillons ;
- à la pioche et à la pelle pour 1 échantillon prélevé dans une fosse pédologique créée pour les circonstances.

- *Prescriptions relatives à la fosse pédologique*

2.4. Le creusement de la fosse pédologique devra être réalisée en prélevant et en réservant la couche superficielle végétalisée sous forme de mottes ; ces mottes seront temporairement stockées à proximité immédiate de la fosse, système racinaire orientés vers le bas.

2.5. A l'issue des observations, mesures et prélèvements nécessaires à la campagne, la fosse pédologique sera rebouchée avec les matériaux extraits lors de la fouille ; les mottes de végétation préalablement réservées seront disposées en couverture, système racinaire orientés vers le bas et légèrement tassées.

- *Prescriptions relatives à la transmission des données de mesures*

2.6. Le bénéficiaire est tenu de faire parvenir au siège de l'Établissement public du Parc national du Mercantour, au plus tard un an après la fin de sa campagne :

- un rapport relatant les objectifs, la méthodologie et les résultats de ses mesures incluant une analyse comparée des résultats de la première campagne (2006).

- *Prescription relatives aux publications scientifiques utilisant les données récoltées dans le cadre de la présente décision*

2.7. Toute publication utilisant les données collectées dans le cœur du parc national devra porter la mention suivante : « étude réalisée avec l'autorisation du directeur du Parc national du Mercantour ».

2.8. Une version numérique de toute publication liée au RMQS devra être transmise au siège de l'Établissement public du Parc national du Mercantour, dans les 2 mois suivant la date de celle-ci.

- *Prescription relative à l'information préalable des services territoriaux du Parc national*

2.9. Le bénéficiaire devra obligatoirement se présenter au chef du service territorial concerné ou à son adjoint avant d'engager toute opération et se conformer aux sujétions et indications spécifiques qui pourront lui être données dans le cadre de la présente décision.

Voir contacts à l'article 3.

- *Prescriptions relatives au public*

2.10. Le bénéficiaire devra observer un comportement discret et éviter de mener ses activités sur les lieux et durant les jours de forte fréquentation touristique. Aux personnes le sollicitant en ce sens, il devra expliquer l'objectif de ses activités, et préciser qu'elles sont dûment autorisées par le directeur de l'Établissement public du parc national du Mercantour.

- *Prescription relative à l'accès aux sites d'inventaire*

2.11. La présente décision ne vaut pas autorisation de circuler et de stationner en véhicule terrestre à moteur dans le cœur du parc national.

En cas de besoin, le bénéficiaire sollicitera le service territorial concerné préalablement à son arrivée sur site, afin d'obtenir cette dérogation.

Voir contacts à l'article 3.

Article 3 : Durée - localisation

La présente autorisation est délivrée pour la date du **mardi 06 juillet 2021** sur le secteur Clot des Nières, parcelle n°34 section B commune de Saint-Etienne-de-Tinée.

Le report des opérations **après cette date** est autorisé en cas d'imprévu, sous réserve d'en informer le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour, au moins 24 H à l'avance.

Contact :

chef de S.T : OPOLKA Boris (boris.opolka@mercantour-parcnational.fr ; 06.14.06.26.85)

adjoint : TURPAUD Anthony (anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr ; 06.24.70.20.71)

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement, par les agents de l'Établissement public du parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur ni des droits des tiers.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

L'Établissement public du parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 10 juin 2021



La Directrice-adjointe
du Parc national du Mercantour


Sandrine GRANDFILS

Copie :

- service territorial « Tinée »

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.